



L'«opération Verveine» en 1977: Maîtrise de la projection de force et diplomatie aérienne

cahier de la pensée mili-Terre

L'«opération Verveine» est une opération de soutien logistique conduite par la France au profit du Zaïre au printemps 1977 sous

publié le 13/07/2020

Histoire & stratégie

L'«opération Verveine» est une opération de soutien logistique conduite par la France au profit du Zaïre au printemps 1977 sous la forme d'un pont aérien. Elle est un exemple caractéristique de projection de force réalisée dans des délais très courts et adaptée pour répondre à une crise limitée. Mais c'est aussi une opération atypique, car le pont aérien entre le Maroc et le Zaïre concernait exclusivement du fret en provenance du royaume chérifien à destination de l'Afrique centrale. Cette utilisation diplomatique de l'aviation de transport est relativement méconnue. Elle doit être comprise comme l'exploitation du potentiel aérien et l'affirmation de la puissance militaire au service de buts politiques clairement définis, mais dont la concrétisation exclut un usage massif de la force.

Le contexte zaïrois en 1977

C'est un contexte typiquement Guerre froide qui prévaut en 1977. À l'image du restant de la planète, l'Afrique est un champ de rivalités Est-Ouest où chacun développe sur place des stratégies plus ou moins directes. La politique soviétique, essentiellement idéologique et économique, privilégie l'approche militaire et s'appuie pour cela sur le contingent cubain. Du côté des Américains, l'échec dans le Sud-est asiatique est encore présent dans les esprits. La France, quant à elle, conduit une politique typiquement «V^{ème} République». Le processus de décolonisation étant clos, place à la coopération et, s'il le faut, à l'intervention.

Dès l'indépendance, le Zaïre s'est trouvé sur la ligne d'affrontement des deux Blocs. Très tôt, le pays a suscité l'intérêt des États-Unis qui souhaitent limiter au maximum l'expansion communiste dans la région. La crainte suscitée par Patrice Lumumba, alors Premier ministre zaïrois, d'ouvrir son pays au bloc soviétique a favorisé la montée en puissance d'une opposition de laquelle émergera Mobutu, l'objectif de la Maison-Blanche étant d'éviter d'avoir un nouveau Cuba en Afrique.

Quant aux Soviétiques, ils n'accepteront jamais l'éviction de Patrice Lumumba. Par conséquent, ils seront à l'origine de la majorité des crises qui vont toucher ce pays[1].

En 1977, la situation économique du Zaïre est particulièrement préoccupante. Touché de plein fouet par la crise économique et l'effondrement du cours du cuivre, le pays est au bord de la banqueroute. L'administration et les forces de sécurité en particulier sont dans un état de délabrement alarmant. Les forces d'opposition au régime zaïrois, qui bénéficient du sanctuaire angolais, comptent bien profiter de cette occasion.

Parvenu au pouvoir par un coup d'État en 1965 avec le blanc-seing des États-Unis, le président Mobutu a connu son heure de gloire au début des années 1970. Lors de cette période, il est parvenu à stabiliser le pays sur un plan économique tout en assainissant les finances de l'État. Profondément antisoviétique, il a su nouer des alliances solides ou s'assurer de la bienveillance d'États forts dans le bloc occidental.

À partir de 1973, son régime autoritaire commence à faire face à de nombreuses difficultés. Cependant, en homme d'État habile, le président Mobutu bénéficie encore d'un réseau d'influence de poids et entretient, notamment, des relations privilégiées avec le roi Hassan II du Maroc ainsi que le président Sadate en Égypte, qui joueront un rôle clé dans le dénouement de la crise du Shaba.

Ce jeu d'alliances à l'échelle du continent africain mérite d'être pris en compte pour qu'on puisse appréhender la suite des événements. L'amitié qui lie les leaders zaïrois, marocain, égyptien incarne un contrepoids à l'Organisation de l'unité africaine considérée comme acquise à l'Algérie et au Polisario. En apportant son soutien à Mobutu, Hassan II renforce sa politique d'influence à l'échelle du continent. À cette fin, le royaume chérifien bénéficie du consentement du Soudan, de la Côte-d'Ivoire, du Sénégal, du Nigéria et de Jonas Savimbi, principal opposant au régime marxiste en Angola. Tout bien considéré, le modus operandi retenu par Hassan II peut s'apparenter aussi à une forme de diplomatie militaire.

La première guerre du Shaba

Profitant d'une certaine apathie américaine suite à l'échec vietnamien, les Soviétiques ont avancé un certain nombre de pions en Afrique centrale et australe: en Tanzanie, au Mozambique, en Namibie et plus particulièrement en Angola. L'Angola devient membre des Nations unies en 1976 et passe des accords avec l'URSS. Dès lors, un fort contingent cubain et de «conseillers» soviétiques va se déployer dans le pays, déséquilibrant les rapports de force qui prévalaient dans la région. L'Angola constitue alors une zone sanctuaire pour les mouvements d'opposition à Mobutu, les «gendarmes katangais». Depuis 1975, les troupes zaïroises postées sur la frontière angolaise sont régulièrement engagées par des éléments originaires d'Angola.

Le 8 mars 1977 un palier est franchi. Profitant de la fragilité du dispositif dans la région, des milliers de miliciens, essentiellement des opposants au maréchal Mobutu, franchissent la frontière depuis leurs bases angolaises pour envahir la province du Shaba (ex-Katanga). Très vite, ils s'emparent dans le Sud, des villes de Dilolo, de Kisengi et de Mutshatsha, puis, dans le Nord, de Sandoa et de Kapanga, points névralgiques de la province minière. Le 11 mars, le Front de libération national congolais (FNLC) revendique l'attaque.

À la fin du mois de mars, les «gendarmes katangais» s'emparent de la ville de Mutshatsha, important nœud routier et ferroviaire situé à 150 kilomètres du centre minier de Kolwezi. Depuis le début des opérations, les forces armées zaïroises, pourtant

supérieures en nombre, se révèlent totalement incapables d'endiguer la progression au point qu'un vent de panique se met à souffler à Kinshasa.

Tous les ingrédients sont réunis pour une régionalisation, voire une internationalisation du conflit. Pour autant, cette crise se concrétise par un règlement international quelque peu atypique dans le contexte de l'époque. Ni l'URSS, ni les États-Unis n'interviennent directement dans l'affaire. En revanche, le Maroc affirme très tôt son intention d'intervenir. Son projet risque de ne pas aboutir en raison de l'éloignement géographique... Mobutu et Hassan II réclament alors l'aide de Paris. Les pièces du puzzle commencent à se mettre en place. On le pressent bien: le jeu qui se trame en Afrique centrale implique aussi bien des acteurs du premier rideau (Zaïre, Angola, Maroc, France) que les soutiens plus ou moins actifs de deuxième rideau (USA, URSS, Belgique et pays alliés africains). La partie va se jouer aussi bien dans les chancelleries que sur le terrain.

L'engagement de la France

Au printemps 1977, la politique extérieure ne constitue pas la préoccupation première des Français. Cependant, le respect des engagements demeure un axe fort de la diplomatie hexagonale. Le cadre de la coopération telle que l'entend Paris doit s'adresser à l'ensemble des pays africains. Cette coopération se veut l'expression d'une politique visant à maintenir avec l'Afrique une relation privilégiée. Corollaire éventuel, la politique française reconnaît la possibilité d'une intervention directe en Afrique, toutefois soumise à des conditions strictes, au premier rang desquelles s'inscrit la nécessité d'une demande formelle du gouvernement intéressé. Ce principe d'intervention peut conduire la France à intervenir militairement, pour soutenir des gouvernements menacés par une agression externe ou une déstabilisation interne soutenue par une puissance étrangère. La crise du Shaba de 1977 s'inscrit parfaitement dans le cadre de cette politique d'intervention, d'autant plus que la France et le Zaïre sont liés par un protocole de coopération militaire conclu en 1975. C'est à ce titre que la France se décide à intervenir.

Le choix auquel est confronté Valéry Giscard d'Estaing est des plus délicats. En tant qu'ancienne puissance coloniale continentale, toute politique diplomatique de Paris est soumise à interprétation. Cette particularité explique la grande prudence et la réponse particulière qu'il doit apporter à la crise du Shaba. En effet, il doit composer avec une situation intérieure difficile tout en adressant un signal fort de solidarité et d'assistance à destination des pays partenaires sans pour autant donner l'impression de s'engager trop massivement au risque de réveiller les fantômes coloniaux.

Comme dans tout processus décisionnel, une mise en balance des risques et des avantages va conduire à énoncer un choix de mode d'action. Ce dernier sera le suivant: la France mettra à disposition du Maroc des moyens de transport pour acheminer personnel et logistique au Zaïre. Nom de code: «opération Verveine». Le président Giscard d'Estaing précise que ce concours logistique de la France n'est pas une opération de combat, mais une opération d'assistance, décidée afin de donner aux Africains un «signal de sécurité» et de «solidarité» devant les menaces extérieures.

L'«opération Verveine» ou la parfaite maîtrise de la projection de force en Afrique

Le déclenchement inopiné de l'opération s'avère un défi non seulement opérationnel

mais aussi humain, logistique, diplomatique et juridique. L'ordre de déclenchement tombe le mercredi 6 avril 1977 à 17 h 30. C'est la période des vacances scolaires de printemps et la veille du long week-end pascal. L'opération n'a fait l'objet d'aucune pré-planification et la clé du succès va reposer pour beaucoup sur la souplesse et la réactivité du personnel armant le COTAM[2].

Pour reprendre les termes de la chronique de Victor Bréhat[3], l'«opération Verveine» se révèle comme «une excellente manœuvre d'intervention logistique jouée en coopération avec une force armée étrangère, avec des contraintes diverses: absence de préavis, maintien du secret, dispersion initiale du personnel, structures limitées d'accueil et de ravitaillement en carburant, dimension stratégique, délais imposés. Nos états-majors ne pouvaient rêver meilleure évaluation...»

Le jeudi 7 avril, soit moins de 24 heures après l'ordre gouvernemental, les 11 Transall décollent d'Orléans-Bricy à destination de Rabat au Maroc. Le samedi 9 avril, le pont aérien à destination du Zaïre débute. 11 Transall et 2 DC-8F ont rejoint le Zaïre en moins de 4 jours avec leurs équipages et leur personnel de soutien, soit environ 140 personnes. À ce dispositif militaire s'ajoutera l'affrètement d'un Boeing 747 cargo «Super Pélican».

À partir du 12 avril 1977, le pont aérien change de physionomie pour se concentrer sur un aspect intra-théâtre. L'essentiel du fret transite entre Kinshasa et Kolwezi. Les conditions climatiques mettent à rude épreuve matériel et personnel. Cependant la disponibilité demeure excellente et le détachement apprend à composer avec ce qui deviendra un poncif des déploiements africains, à savoir l'absence de kérosène sur les aérodromes de déploiement et l'exiguïté des plates-formes aéroportuaires et des parkings de stationnement. Jusqu'au 15 avril, les Transall vont effectuer 36 rotations jusqu'à Kolwezi. Au total, le bilan du matériel transporté s'élève à 125 véhicules, 9 remorques et 36 tonnes de fret en une semaine, entre deux pays distants de plus de 6.000 kilomètres. Ainsi, les 1.500 hommes du corps expéditionnaire marocain disposent de toute la logistique nécessaire pour conduire les opérations de reconquête en coopération avec l'armée zaïroise.

Sur le terrain des opérations, la menace militaire immédiate est vite jugulée. Début mai, l'Égypte détache une cinquantaine de pilotes et de techniciens pour soutenir l'aviation zaïroise tandis que la Centrafrique expédie un bataillon. Le 26 mai, les forces gouvernementales zaïroises reprennent la ville de Kapanga, dernier bastion des rebelles katangais.

[1] Rébellions de 1964 et 1965, manifestations étudiantes de 1969 et 1971, guerres du Shaba de 1977 et 1978

[2] COTAM : Commandement du transport aérien militaire

[3] Revue de la Défense nationale, juillet 1977, «opération Verveine», p. 162 à 165.

Titre : L'«opération Verveine» est une opération de soutien logistique conduite par la France au profit du Zaïre au printemps 1977 sous

Auteur(s) : L'«opération Verveine» est une opération de soutien logistique conduite par la France au profit du Zaïre au printemps 1977 sous

Date de parution 16/07/2018
